

Unité départementale de la Somme
53, rue de la Vallée
80040 Amiens Cedex 1

Amiens, le 11/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUROLYSINE

60 RUE DE VAUX
CS 18018
80000 Amiens

Références : -
Code AIOT : 0005101887

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2025 dans l'établissement EUROLYSINE implanté 60 RUE DE VAUX CS 18018 80000 Amiens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROLYSINE
- 60 RUE DE VAUX CS 18018 80000 Amiens
- Code AIOT : 0005101887
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société EUROLYSINE est classée Seveso Seuil Haut, dans la zone industrielle d'Amiens Nord, et

produit des acides aminés par fermentation à destination de l'alimentation animale.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant ne mentionne pas le comportement au feu des acides aminés qu'il produit dans les fiches de données de sécurité. Il lui est demandé de modifier les Fiches de Données de Sécurité (FDS) et de les transmettre aux sociétés en charge du stockage de ces acides aminés. Il transmettra les FDS modifiées à l'inspection des installations classées dans un délai de trois mois.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Acide chlorhydrique - tuyauteries et capacités	AP de Mise en Demeure du 07/03/2024, article 2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a établi l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection de la tuyauterie d'acide chlorhydrique. Le programme d'inspection et le plan d'inspection sont mis en œuvre. L'inspection propose au Préfet l'abrogation de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/03/24.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Acide chlorhydrique - tuyauteries et capacités

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/03/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Tuyauteries et capacités
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 07/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 précité qui prévoit notamment que : « [...] L'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit</p>

selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration ».

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection le plan d'inspection des tuyauteries d'acide chlorhydrique (COL731HCL - COL103HCL) - COL102HCL) daté du 13 juin 2024. Le plan d'inspection concerne l'ensemble du réseau de distribution d'acide chlorhydrique, même si l'exploitant précise que seule la tuyauterie de distribution est concernée par l'arrêté ministériel du 04/10/2010 puisqu'une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante. La tuyauterie concernée par le plan d'inspection est découpée en 5 tronçons.

Les tuyauteries d'acide chlorhydrique sont positionnées en classe 1 car elles sont susceptibles d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29/09/05. Selon le Document Technique (DT) 96, la périodicité maximale d'inspection est fixée à 60 mois.

L'inspection constate que l'exploitant a répertorié la tuyauterie de distribution dans la liste des tuyauteries PM2I (Plan de Modernisation des Installation industrielles) du site.

L'exploitant dispose de l'état initial des tronçons de tuyauterie remplacés en 2023 et 2021. Celui-ci n'a pas été vérifié intégralement par l'inspection.

Concernant les tronçons plus anciens, l'exploitant dispose du rapport de visite ou d'inspection de l'Institut de soudure du 06/09/2019 (affaire ISI0117790 suite à la commande n°P000127507). L'inspection a consisté à un examen visuel et des mesures d'épaisseur des parties accessibles de la tuyauterie d'acide chlorhydrique. Le rapport est constitué de nombreuses photos des tronçons de tuyauterie d'acide chlorhydrique.

L'exploitant a transmis les rapports d'inspection tuyauteries des 25/05/2022 et 09/11/2023. Les rapports concernent les tronçons de tuyauterie suivants:

- tronçon venant de la bride de raccordement du rack 5 et allant à V2214A via vanne manuelle entrée 106, distribution générale acide chlorhydrique 2/3, datant de l'année 1975 (année supposée);
- tronçon venant de la vanne manuelle entrée 106 et allant à V3385A, distribution générale acide chlorhydrique 3/3, datant de l'année 1998 (année supposée) et de l'année 2021 pour la partie allant du Té DN 50 Rack 5 au manchon DN 50 Rack 5.

Les rapports du 09/11/2023 concluent à un comportement de l'ensemble correct. L'exploitant déclare que les modalités de contrôle des tuyauteries HCL en 2022 et 2023 étaient les mêmes qu'aujourd'hui depuis la formalisation du plan d'inspection.

La prescription susvisée est donc respectée et l'inspection propose l'abrogation de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/03/24.

Les rapports d'inspection du 25/05/2022 indiquent néanmoins que la compatibilité du fluide et la note de calculs doivent être pris en compte pour le maintien en service de la tuyauterie. L'exploitant explique ne pas avoir de note de calculs étant donné l'ancienneté de la tuyauterie. Pour rappel, et comme mentionné dans le rapport de visite de l'inspection des installations classées du 15/12/23 réalisé suite à la visite du 14/11/23, l'exploitant a mis en place de nouvelles tuyauteries SVR (Stratifié Verre Résine) pour véhiculer l'acide chlorhydrique à l'issue de l'inspection détaillée réalisée par l'Institut de Soudure en septembre 2019. Cependant, en raison de problèmes de soudure à l'origine de légères fuites, ces nouvelles tuyauteries n'ont pas pu être mises en service et un litige avait été ouvert avec le prestataire.

L'exploitant déclare avoir mis fin au litige, pour pouvoir remplacer les tuyauteries SVR défectueuses. Il déclare avoir réalisé des demandes de devis, et reste dans l'attente de réponses. Il prévoit un budget sur les années 2026 et 2027 pour le remplacement de la tuyauterie vieillissante.

Observation : L'exploitant transmettra un plan d'action relatif au remplacement des tuyauteries d'acide chlorhydrique anciennes.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure